
Anne-Claude Ambroise-Rendu

Françoise Mélonio, " 1815-1880 " dans Jean-Pierre Rioux et Jean-François Sirinelli [dir.], *Histoire culturelle de la France*, volume 3 : *Lumières et liberté. Les XVIIIe et XIXe siècles*, Paris, Le Seuil, 1998, pp. 189-350.

Avertissement

Le contenu de ce site relève de la législation française sur la propriété intellectuelle et est la propriété exclusive de l'éditeur.

Les œuvres figurant sur ce site peuvent être consultées et reproduites sur un support papier ou numérique sous réserve qu'elles soient strictement réservées à un usage soit personnel, soit scientifique ou pédagogique excluant toute exploitation commerciale. La reproduction devra obligatoirement mentionner l'éditeur, le nom de la revue, l'auteur et la référence du document.

Toute autre reproduction est interdite sauf accord préalable de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France.

revues.org

Revues.org est un portail de revues en sciences humaines et sociales développé par le Cléo, Centre pour l'édition électronique ouverte (CNRS, EHESS, UP, UAPV).

Référence électronique

Anne-Claude Ambroise-Rendu, « Françoise Mélonio, " 1815-1880 " dans Jean-Pierre Rioux et Jean-François Sirinelli [dir.], *Histoire culturelle de la France*, volume 3 : *Lumières et liberté. Les XVIIIe et XIXe siècles*, Paris, Le Seuil, 1998, pp. 189-350. », *Revue d'histoire du XIXe siècle* [En ligne], 19 | 1999, mis en ligne le 26 août 2008, Consulté le 03 février 2012. URL : <http://rh19.revues.org/index159.html>

Éditeur : Société d'histoire de la révolution de 1848

<http://rh19.revues.org>

<http://www.revues.org>

Document accessible en ligne sur :

<http://rh19.revues.org/index159.html>

Document généré automatiquement le 03 février 2012. La pagination ne correspond pas à la pagination de l'édition papier.

Tous droits réservés

Anne-Claude Ambroise-Rendu

Françoise Mélonio, " 1815-1880 " dans Jean-Pierre Rioux et Jean-François Sirinelli [dir.], *Histoire culturelle de la France*, volume 3 : *Lumières et liberté. Les XVIIIe et XIXe siècles*, Paris, Le Seuil, 1998, pp. 189-350.

Pagination de l'édition papier : p. 121-124

1 L'auteur annonce d'emblée ses ambitions et leurs limites. Cette deuxième partie du volume 3 de *l'Histoire culturelle de la France*, enfermée dans ce que l'on devine être un espace trop étroit, se présente comme une synthèse de ces histoires éparpillées qui constituent l'ordinaire de ce que l'on a coutume d'appeler histoire culturelle : histoire de la presse, de l'édition, des arts et lettres, des idées, des sociabilités, *etc.*, mais une synthèse choisie. Françoise Mélonio va chercher le fil directeur de sa démonstration du côté d'une culture civique et politique en train de se constituer et privilégie délibérément la manière dont la collectivité des français a vécu et pensé la construction d'un lien social démocratique.

L'auteur nous montre cette culture civique que tentent de forger les philosophes et les écrivains, mais aussi ces " parlements de la culture " que sont la tribune des élus, la presse, les académies, les sociétés savantes, les théâtres, les salles de concert et les salons de la bonne société, largement dominée par le magistère spirituel des professionnels de la culture jusque vers le milieu du siècle.

Dans le même temps les liens entre le civisme et la mémoire se resserrent pour rétablir la force d'un lien social mis à mal par la Révolution. La quête, paniquée nous dit l'auteur, des origines et de leurs explications s'oriente vers la biologie et l'histoire. L'Antiquité est à l'honneur dans la production artistique tandis qu'un Moyen Âge poétisé conquiert, via le romantisme, une opinion rendue orpheline de son histoire par la Révolution. La fiction et le récit historique se disputent l'honneur de rendre intelligible l'action des masses dans l'histoire et de comprendre en même temps que de réduire l'impact sanglant des révolutions. Avec Cromwell en 1827, Hugo traduit pour le théâtre le parallèle déjà établi par les historiens entre l'Angleterre du XVIIe siècle et la France révolutionnaire. Avec Ruy Blas c'est l'histoire infâme de toutes les monarchies qu'il assure décrire. Et Michelet, animé par la passion de l'archive, écrit une histoire à clé, celle d'une libération dans laquelle l'homme est son propre Prométhée. L'union de la fiction et de l'histoire recule après 1848 sous les coups du positivisme, des importations méthodologiques et de la professionnalisation de la discipline. Cela n'empêche pas les " batailles de mémoire " de diviser les Français autour de Voltaire ou de Jeanne d'Arc sur fond d'un désir d'unité.

Désir d'unité que l'on retrouve dans la politique du patrimoine ébauchée par la Révolution et installée par la Monarchie de Juillet dont Mérimée et Viollet-le-Duc sont les héros. On invente les monuments historiques et les musées dans le même but : restituer son passé à la nation. Encyclopédie raisonnée du passé, le musée du XIXe siècle offre aussi à ses visiteurs une compensation démocratique à l'inégalité économique, restaurant ainsi la cohésion de la société politique. Volonté illustrée éloquemment par l'inauguration en mai 1882 d'un musée de la sculpture comparée à visée essentiellement pédagogique ou encore la création de la galerie historique de Versailles qui réconcilie Henri IV et le Jeu de paume ; à cela il faut ajouter la statuomanie de la IIIe République dont la pédagogie civique, laïque et égalitaire est vraisemblablement plus efficace encore. Cette passion de l'histoire, en quelque sorte institutionnalisée par l'invention de l'archive orchestrée par la Constituante et la fondation de

l'École des chartes par la Monarchie de Juillet, consacre le succès de la conservation plus d'ailleurs que de la communication au public, symptôme de l'équivoque qui pèse sur toute la politique culturelle des notables. La mission pédagogique est au fond peut-être mieux assumée par les encyclopédies et les dictionnaires qui lient l'inventaire du monde à l'idée d'égalisation des conditions. La promotion de cette démocratie du savoir et de la vertu est assurée par Pierre Larousse, l'*Encyclopédie nouvelle*, la *Bibliothèque utile* et le *Dictionnaire de la langue française* de Littré, dont l'auteur rappelle qu'ils sont autant des " machines à rêver " que des outils de savoir. Le XIXe siècle démocratise donc la curiosité pour le passé en même temps qu'il élabore une philosophie de la continuité avant que la IIIe République ne fasse de l'histoire le pivot de sa pédagogie civique.

Enfin, la culture décrite et analysée par Françoise Mélonio, soumise à l'impératif égalitaire, subit une uniformisation qui transcende les différences de classe et les particularismes régionaux et qui débouche sur l'uniformisation des conditions. Les statistiques expriment la volonté de savoir des régimes représentatifs nouveaux fondés sur l'opinion. Il s'agit, bien sûr, de connaître les comportements pour mieux les infléchir et répondre au douloureux problème que pose la pathologie sociale. En faisant la synthèse du savoir et de la réforme, Le Play réalise l'idéal des enquêteurs sociaux du premier XIXe siècle, idéal qui va être battu en brèche par l'installation de la sociologie à l'université. Mais c'est l'école qui tient la première place dans ce vaste travail d'uniformisation, en faisant une double promesse : la nationalisation de la culture et l'égalisation des chances. L'enseignement, devenu la préoccupation centrale des libéraux, passe sous la direction de l'État qui y consacre, sous la Monarchie de Juillet de plus en plus d'argent même si l'État, reconnaît l'auteur, est davantage l'agent de cette mutation culturelle, de ce passage d'une culture orale publique et collective vers une culture écrite et individuelle, qu'il n'en est l'initiateur. Mais au fond, le débat sur la centralisation de l'enseignement et la tutelle de l'Église, la révolution des transports qui permet le développement de la culture géographique, l'essor de la mode qui favorise l'égalisation sociale par le vêtement et le cadre de vie, la diffusion de la culture de masse par le livre illustré, l'édition populaire, la photographie et les conférences des sociétés populaires, l'adoucissement des mœurs et des sensibilités décrit en de fort belles pages, tous ces éléments dont la mise en œuvre est assurée soit par les élites, soit par l'État, ont la même fonction : assurer l'homogénéité nationale.

Cela n'empêche nullement l'invention du régionalisme et du folklore sur fond de rêveries passéistes et de nostalgie. Le " Bon vieux temps " est parfois réinventé au prix de formalisations linguistiques destructrices : ainsi du félibrige provençal qui en (re)créant une langue unifiée mais savante ruine les parlers populaires.

La marche vers l'égalisation rencontre ici la nostalgie, le désir et l'affirmation de la différence : ruraux et ouvriers sont autres. Les paysans d'abord, unanimement méprisés sauf par Michelet et qui, pourtant, forment le socle démographique et culturel de la société française. Menacés par l'intégration dans la société englobante, les cultures paysannes traditionnelles marquées par la solidarité et des sociabilités sexuellement différenciées, s'estompent après 1850. L'entrée en communication des paysans signifie l'imitation des mœurs urbaines et l'uniformisation culturelle. Du côté ouvrier, l'auteur privilégie l'émergence de la conscience spécifique d'une culture ouvrière au détriment de la description des mœurs, partition discutable, assortie d'un renoncement que l'on peut regretter. L'industrialisation lente, la disqualification du travail et le sentiment de déchéance qui l'accompagnent, la peur de ces barbares des faubourgs qui hante la bourgeoisie, tout ceci est bien connu. L'accent mis sur les relations entretenues par ces citadins tout neufs avec leur campagne d'origine est plus novateur. L'universalisme des Lumières, qui porte le projet républicain, lui masque aussi l'ampleur de la question sociale, tandis que le socialisme hésite à s'associer à la contestation républicaine au nom de la spécificité d'une culture ouvrière séparée. C'est pourquoi illégalisme ouvrier, culte du corps et du parler haut rencontrent un tel succès auprès des ouvriers " sublimes " décrits par Dominique Poulot. Reste l'évocation rapide de cette culture spécifique aux ouvriers : leur sexualité, leurs costumes, leurs distractions, leur sociabilité particulière. Une évocation si rapide qu'elle laisse un peu le lecteur sur sa faim. Car rien ne nous est dit, au fond, de la façon dont vivent ces gens au quotidien,

dont ils remplissent leur temps libre, de leurs lectures, de leurs manières de parler et de voir le monde, de leurs préoccupations et de leurs anxiétés.

Et c'est peut-être au total le parti pris de l'auteur qui est à l'origine de cette frustration. À tant vouloir circonscrire la manière dont la collectivité des Français a vécu et pensé la construction d'un lien social, la production d'une identité culturelle commune, l'auteur semble conférer à cette élaboration culturelle une dimension téléologique. Ou, du moins, privilégie-t-elle l'effort centrifuge de quelques-uns, historiens, politiques, érudits, mais en tout cas savants et minoritaires, au détriment de la description des forces culturelles centripètes et mouvantes qui animent toute communauté, fut-elle nationale. La mise en exergue du volontarisme étatique ne dissimule pas seulement d'autres manifestations de la culture, elle suppose aussi toute une société crispée sur l'idée de la nécessité de constituer une communauté nationale. N'est-ce pas là une interprétation rétrospective d'un XIXe siècle tout entier tendu vers la réalisation démocratique, qui prend pour acquis au départ ce qu'elle veut démontrer ? Comment intègre-t-on dans un tel schéma la résistance du monde ouvrier au projet républicain et universaliste, résistance d'ailleurs évoquée mais trop rapidement pour que la mesure des archaïsmes d'un Cabet, d'un Fourier ou d'un Proudhon soit pleinement perçue ? Cette culture de la séparation que développe le monde ouvrier juste après 1880 n'est pas forcément supérieure, du reste, aux réticences des mondes paysans à l'acculturation, elle est surtout plus explicite, plus avouée. Minorer ces divergences, assigner à la culture une finalité politique, n'est-ce pas accorder beaucoup de poids au politique, même au sens le plus large du terme ?

Pour citer cet article

Référence électronique

Anne-Claude Ambroise-Rendu, « Françoise Mélonio, " 1815-1880 " dans Jean-Pierre Rioux et Jean-François Sirinelli [dir.], *Histoire culturelle de la France*, volume 3 : *Lumières et liberté. Les XVIIIe et XIXe siècles*, Paris, Le Seuil, 1998, pp. 189-350. », *Revue d'histoire du XIXe siècle* [En ligne], 19 | 1999, mis en ligne le 26 août 2008, Consulté le 03 février 2012. URL : <http://rh19.revues.org/index159.html>

Référence papier

Anne-Claude Ambroise-Rendu, « Françoise Mélonio, " 1815-1880 " dans Jean-Pierre Rioux et Jean-François Sirinelli [dir.], *Histoire culturelle de la France*, volume 3 : *Lumières et liberté. Les XVIIIe et XIXe siècles*, Paris, Le Seuil, 1998, pp. 189-350. », *Revue d'histoire du XIXe siècle*, 19 | 1999, 121-124.

Droits d'auteur

Tous droits réservés
